

# La convention collective EC

## Indemnité de cessation d'emploi –

### Article 25

1



# La sentence arbitrale

2

- Fin de *l'accumulation* des années de service pour le calcul de l'indemnité de cessation d'emploi pour la *retraite* ou une *démission* (l'accumulation continue pour les autres motifs de départ à l'Article 25)
- Trois options pour encaisser l'indemnité accumulée
- Attention: depuis 1969, à l'alinéa 25.02 précise qu'il n'y a pas de réutilisation d'une année de service pour le calcul d'indemnité de cessation d'emploi; alors encaisser une année c'est la soustraire de tous les calculs futurs (par exemple, lors d'une mise en disponibilité).

# Les dates importantes

3

- Le 12 juillet 2012: le nouveau langage de l'Article 25 entre en vigueur et le cumul des années de service prend fin (pour la retraite et les démissions)
- À confirmer une date en septembre ou octobre 2012: les échéances de l'alinéa 25.07 entre en vigueur
  - L'obligation de l'employeur de fournir au fonctionnaire son calcul des "années d'emploi continues": dans les 3 mois à partir de la date de signature
  - L'obligation du fonctionnaire de faire connaître son choix d'option pour encaisser: dans les 6 mois à partir de la date de signature

# Les droits: à la retraite et dorénavant lors d'une démission

4

- Pour le fonctionnaire engagé pour une période *indéterminée*, voir 25.05 (a)
  - Une semaine de salaire pour chaque année complète de la période d'emploi continue, plus une fraction du salaire hebdomadaire pour une année incomplète.
  - Maximum de 30 semaines de salaire
- Pour le fonctionnaire engagé pour une période *déterminée*, voir 25.05(b)
  - Une semaine de salaire pour chaque année complète de la période d'emploi continue.
  - Maximum de 30 semaines de salaire

# La période d'emploi continue (1)

5

- La période d'emploi continue comprend la période actuelle d'emploi ainsi que les périodes d'emploi antérieures, en autant que le bris de service n'est pas d'une durée de plus de trois mois
- Cependant, on réduit de la période totale tel que définie ci-dessus toutes les périodes de congé non payé d'une durée de plus de trois mois (19.08 a)
- Trois types de congé non payé sont exemptés de cette règle et ne sont pas déduits de la période d'emploi continue: les congés non payés pour raison de maladie (19.03 a), les congés de maternité (21.03 g) et les congés parentaux (21.06 g)
- Les congés payés sont compris dans le calcul de la période d'emploi continue

# La période d'emploi continue (2)

6

- Un exemple: Le 1<sup>er</sup> juillet 1996, Joanne est nommée pour une période déterminée dans un poste de la fonction publique. Suite à un bris de service de 4 mois, Joanne est nommée de nouveau pour une période déterminée le 1<sup>er</sup> novembre 1999. Suite à un bris de service de 2 mois, Joanne est nommée pour une période indéterminée le 1<sup>er</sup> janvier 2001. Joanne était en congé pour des motifs personnels (21.10 b) pendant six mois, du 21 février 2006 au 21 août 2006. Du 3 mars 2009 au 3 mars 2010, Joanne était en congé de maternité et parental.
- La période d'emploi continue utilisée pour le calcul de l'indemnité de cessation d'emploi de Joanne serait alors: du 1<sup>er</sup> novembre 1999 au 12 juillet 2012 = 12 années complètes +  $255/365$  d'une année incomplète... moins 6 mois = 12 années complètes +  $72/365$  d'une année incomplète

# Les 3 options pour encaisser

7

- Un seul versement, au taux de rémunération du poste de titularisation le 12 juillet 2012; voir 25.06 (a)
- Un seul versement, au taux de rémunération du poste de titularisation lorsque l'emploi prend éventuellement fin; voir 25.06 (b)
- Une combinaison des deux options décrites ci-dessus; voir 25.06 (c)

# Échéancier pour le processus de choix d'option

8

- L'employeur a 3 mois à partir de la date de la signature de la convention collective pour communiquer au fonctionnaire son calcul de la période d'emploi continue; voir 25.07 (a)
- Le fonctionnaire a 6 mois à partir de la date de la signature de la convention collective pour signaler à l'employeur son choix d'option pour encaisser; voir 25.07 (b)



# Les améliorations pour les mises en disponibilité; voir l'alinéa 25.01(a)(i)

9

- Si le fonctionnaire a accumulé plus de 10 ans d'emploi continus mais moins de 20 ans
  - Alors, le fonctionnaire a droit à 3 semaines de salaire pour la première année d'emploi, et une semaine pour les années suivantes
- Si le fonctionnaire a accumulé 20 ans d'emploi continus ou plus
  - Alors, le fonctionnaire a droit à 4 semaines de salaire pour la première année, et une semaine pour les années suivantes

# L'accumulation supplémentaire, suite aux processus de négociation et d'arbitrage

10

- Chaque fonctionnaire EC aura accumulé **plus** de service pour les fins du calcul de l'indemnité de cessation d'emploi, puisque s'ajoute à la période proposé par l'employeur la période du 23 juin 2011 au 12 juillet 2012
- Calculé sur le salaire moyen de l'unité de négociation EC (80 000 \$), cette accumulation supplémentaire représente une valeur d'un peu plus de... **1 540 \$**
- De plus, le calcul se fait sur un salaire qui a fait l'objet d'un ajustement additionnel de **1,5%** le 21 juin 2012

# Les fonctionnaires à temps partiel

11

- Les nouvelles dispositions de l'article 25 s'appliquent aussi aux fonctionnaires à temps partiel
- Le calcul de la période d'emploi continue se fait selon les dispositions de l'alinéa B.17 de l'Appendice B
- Exemple: pour une période de 5 années, à 4 jours de travail par semaine, la transposition en équivalence à plein temps nous donne une période de:  
$$5 \text{ années} \times 28 \text{ heures} / 37,5 \text{ heures} = 4 \text{ années}$$

# Avis d'exonération de responsabilité

12

- L'ACEP ne fournit ni conseils financiers, ni conseils fiscaux à ses membres
- L'Association recommande aux membres de consulter des experts afin de choisir l'option d'encaisser qui correspond le mieux à leurs circonstances
- Il est aussi recommandé que les membres consultent L'Agence du revenu du Canada au sujet de l'information fournie par l'ACEP sur l'impôt sur le revenu
- L'information qui suit est fourni à titre d'information et ne doit pas être considérée comme faisant autorité sur les sujets présentés

# Pas de réutilisation (1)

13

- Robert a accumulé 10 années d'emploi continues le 12 juillet 2012, la date de la fin de l'accumulation
- Robert encaisse l'indemnité pour 5 années, à son taux de rémunération en date du 12 juillet 2012
- Plus tard, Robert est mis en disponibilité avec la date de départ du 12 juillet 2014
  
- Parce que les années d'emploi continues s'accumulent toujours pour les fins du calcul de l'indemnité de cessation d'emploi lors d'une mise en disponibilité...
- ...L'indemnité de Robert lors de sa mise en disponibilité est calculé à partir de la période d'emploi continue suivante:  $(10 - 5) + 2 = 7$  années

# Pas de réutilisation (2)

14

- Robert n'est pas mis en disponibilité et prend sa retraite en 2032; le calcul de son indemnité de cessation d'emploi est fondé sur la période d'emploi continue suivante:  $(10-5) = 5$  années ... Pourquoi?
- Parce que les années d'emploi continues ont cessées de s'accumuler depuis le 12 juillet 2012 pour les fins du calcul de l'indemnité de cessation d'emploi pour la retraite
- Les 5 années utilisées pour encaisser l'indemnité en 2012 ne sont jamais réutilisées pour les calculs d'indemnité de cessation d'emploi
- Ceci est vrai (1) dans les circonstances où le temps continu de s'accumuler (mise en disponibilité, décès, renvoi en cours de stage, et licenciement motivé pour incapacité ou incompétence) et (2) dans les circonstances où l'accumulation a cessé (retraite et démission)

# Encaisser maintenant, encaisser plus tard (1)

15

- Sylvie a été nommée dans son poste de EC-02 pour une période indéterminée le 12 juillet 2008 et occupait ce même poste le 12 juillet, 2012 (4 années pour le calcul de l'indemnité de cessation d'emploi pour la retraite); son salaire annuel était de 55 247 \$
- Sylvie planifie travailler encore 21 ans comme employé EC, puis prendre sa retraite
- Sylvie s'attend raisonnablement à voir sa carrière progresser jusqu'à ce qu'elle atteigne le niveau EC-05 et son taux de salaire maximum en 2033
- Le taux maximum pour le niveau EC-05 en 2033 se chiffrerait à environ 131 814 \$ si on utilise comme hypothèse un ajustement moyen annuel de 2% à partir de 2014
- 4 années accumulées =
  - 55 247 \$ x 4 semaines = environ 4 250 \$ en dollars de 2012 ou
  - 131 814 x 4 semaines = environ 10 140 \$ en dollars de 2033

# Encaisser maintenant, encaisser plus tard (2)

16

- Aly prévoit prendre sa retraite le 12 juillet 2018; en date du 12 juillet 2012, Aly avait 24 années d'emploi continues
- Le 12 juillet, 2012 Aly occupait un poste de EC-08; il était au salaire maximum de 115 933 \$; et Aly ne s'attendait pas à une progression de carrière au cours des 6 prochaines années
- En 2018, le salaire maximum du niveau EC-08 serait d'environ 134 975 \$, si on utilise comme hypothèse un ajustement annuel moyen de 2% à partir de 2014
- 24 années d'accumulation =
  - $115\,933 \$ \times 24/52 =$  environ 53 508 \$, en dollars de 2012 ou
  - $134\,975 \$ \times 24/52 =$  environ 62 296 \$, en dollars de 2018



# Encaisser l'indemnité et le rachat de service aux fins de la pension

17

- Un fonctionnaire EC qui est admissible à un rachat de service ouvrant droit à une pension, au moment d'encaisser une indemnité de cessation d'emploi, peut utiliser l'indemnité pour un rachat
- Afin d'éviter ou de réduire les retenues d'impôt à la source, le fonctionnaire devra d'abord remplir et soumettre à l'ARC un formulaire de renonciation d'impôt (formulaire T1213)

# Réduction de l'impôt à la source (1)

18

- L'impôt sur l'indemnité de cessation d'emploi encaissée sera retenu à la source
- Le fonctionnaire peut
  - ✦ (1) demander à l'employeur une exonération d'impôt sur un montant maximum de 10 000 \$ du montant encaissé, en fonction de la cotisation à un REER qui est disponible pour ce fonctionnaire et son conjoint ou sa conjointe,
  - ✦ (2) demander une exonération d'impôt sur les montants supérieurs à 10.000 \$

# Réduction de l'impôt à la source (2)

19

- Le fonctionnaire doit communiquer avec les services d'administration de la paie de son ministère pour plus d'information sur la fiscalité
- Le fonctionnaire peut obtenir le maximum déductible au titre de ses REER en appelant l'ARC au numéro suivant:  
1-800-267-6999
- Pour une exonération d'impôt, le formulaire T1213 de l'ARC et le formulaire T1016 de Revenu Québec peuvent être obtenues aux adresses suivantes:
  - ✦ [www.cra-arc.gc.ca/F/pbg/tf/t1213](http://www.cra-arc.gc.ca/F/pbg/tf/t1213)
  - ✦ [www.revenuquebec.ca/fr/sep/formulaire/tp/tp-1016.aspx](http://www.revenuquebec.ca/fr/sep/formulaire/tp/tp-1016.aspx)